

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/7/TUN  
G/STR/N/8/TUN  
25 juillet 2003  
(03-3984)

Groupe de travail des entreprises  
commerciales d'État

Original: français

## COMMERCE D'ÉTAT

Nouvelle notification complète et notification de mise à jour au titre  
de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et du paragraphe 1  
du Mémorandum d'accord sur l'interprétation  
de l'article XVII

TUNISIE

La Mission permanente de la Tunisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 avril 2003.

La Mission permanente de la Tunisie à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce, et a l'honneur de lui communiquer, ci-joint, les notifications de la Tunisie, au titre des années 2000 et 2001, concernant les entreprises commerciales d'État, et ce conformément aux dispositions de l'article XVII:4 a) du GATT et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII.

A. OFFICE DU COMMERCE DE LA TUNISIE

### 1. Entreprise commerciale d'État

A. Office du commerce de la Tunisie (OTC)

B. Produits visés

Sucre blanc	17019990971	Thé vert	09022000008
Thé noir	09024000000	Café vert	09011100000

### 2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État

Conformément au Décret-loi du 3 avril 1962, l'OCT est notamment chargé de l'approvisionnement du pays en produits essentiellement boursiers et de grande consommation. Il s'agit principalement de thé, café et sucre.

### 3. Description du fonctionnement de l'entreprise

A. L'OCT est chargé par les pouvoirs publics de l'importation de produits alimentaires de base, notamment le sucre, le thé, le café et certains produits conjoncturels en cas d'insuffisance de la production locale.

Il procède sur le plan local à la distribution au stade de gros. La commercialisation de ces produits au niveau du détail s'effectue par les opérateurs privés.

B. L'OCT a été chargé depuis sa création en 1962 par le Décret-loi n° 62-6 du 3 avril 1962 d'assurer un approvisionnement régulier du pays en produits de consommation courante de première nécessité.

Toutefois, sa mission a évolué dans le temps. En effet il a cédé au secteur privé, en vertu de l'Arrêté du 30 avril 1989 portant fixation des listes des produits d'importation à prix fluctuants confiés à l'OCT, l'importation de plusieurs produits qui faisaient auparavant partie de ses attributions commerciales tels que le poivre noir, le riz, le cacao, les haricots verts, etc.

Cette politique de désengagement s'est accélérée avec la libéralisation de l'économie nationale et au fur et à mesure que les opérateurs privés prennent en charge et maîtrisent les opérations d'importation.

L'OCT est une entreprise d'État constituée sous forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par le Décret-loi n° 62-6 du 3 avril 1962.

Il est créé et maintenu en vue d'assurer un approvisionnement régulier en produits de première nécessité, d'éviter des ruptures de stock et de stabiliser les prix des produits dont les cours internationaux sont très fluctuants.

Le Décret-loi en vertu duquel il est créé et maintenu prévoit un contrôle étatique sur son activité qui s'exerce à travers la tutelle du Ministère du commerce.

C. Les négociants privés sont libres d'importer le sucre, le café et le thé, ainsi que les autres produits conjoncturels en vertu des textes réglementaires en vigueur. Toutefois, et en raison du poids financier de ces importations, des conditions d'accès requises auprès des marchés internationaux, du caractère fluctuant des cours et des traditions locales peu développées dans ce domaine, les opérateurs privés ne paraissent pas particulièrement attirés par cette activité.

D. Les importations de l'OCT sont effectuées par appels d'offres. Les procédures de l'appel d'offres et de passation des marchés se font conformément aux règles de la concurrence fixées par la réglementation des marchés publics en vigueur.

Les quantités importées sont déterminées en fonction des prévisions de la consommation annuelle du pays en ces produits et du maintien d'un stock stratégique.

E. Néant.

F. Le prix de vente de ces produits est déterminé par l'État en application de la Loi n° 91-64 du 29 juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix.

G. L'OCT n'a conclu aucun contrat à long terme pour l'importation de ces produits.

#### **4. Tableaux statistiques (voir plus loin)**

## 5. Renseignements complémentaires

L'OCT participe également à la réalisation des activités suivantes:

- la promotion de l'initiative de partenariat commercial et industriel;
- l'élaboration d'études diverses visant l'amélioration des circuits de distribution.

### a) Importations

N° du SH	Années Produits	2000				2001			
		2	4	5	7	2	4	5	7
17019990971	Sucre blanc	137 354 t	224,78	526 DT/t	1 883 t	183 000 t	247,23	526 DT/t	0
09011100000	Café vert	10 441 t	1 307,82	4 266 DT/t	-	12 696 t	1 167, 86	4 266 DT/t	-
090240000000 09022000008	Thé noir et ver	10 452 t	1 740,87	6 668 DT/t de 4 395 DT/kg à 6 143 DT/kg selon la quantité	- -	12 814 t	1 623,54	6 668 DT/t de 4 395 DT/t à 6 143 DT/kg selon la qualité	- -

b) Exportations: Néant.

c) Activités sur le marché intérieur: Néant.

## B. ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES

### 1. Entreprise commerciale d'État

A. Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP)

B. Produits visés

Pétrole brut	2709009	GPL	2711191
Gasoil	2710007	Jet	2710003
Fuel-oil	2710006	Bitumes	2713209
Pétrole lampant	2710003	Huiles de base	2710005
Gaz naturel	2710002		

### 2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État

L'ETAP, créée par la Loi n° 72-22, du 10 mars 1972, est chargée entre autres de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

### 3. Description du fonctionnement de l'entreprise

A. L'ETAP procède à l'importation des hydrocarbures pour les besoins du marché local. Elle importe des produits pétroliers (GPL, gasoil, jet, fuel, bitumes, huiles de base, pétrole lampant, essences ... ), du pétrole brut, du gaz naturel, etc. Elle centralise toutes les activités d'importation de produits pétroliers afin de satisfaire les besoins du marché local non couverts par la production locale.

Elle procède aussi à l'exportation de la part revenant à l'État de pétrole brut après satisfaction des besoins de la STIR pour le raffinage, de l'excédent de production de propane et de la production de condensat pour le compte de la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) et de la commercialisation de la part de pétrole brut de certains opérateurs privés.

B. L'ETAP exerce le monopole d'importation des produits pétroliers, pétrole brut et gaz naturel pour les besoins du marché local et le monopole d'exportation et la part de l'État de pétrole brut.

Elle est créée et maintenue en vue de reconstituer les réserves nationales en hydrocarbures, d'assurer un approvisionnement énergétique régulier du pays dans les meilleures conditions du coin et de sécurité et de conduire des études, assurer la formation et intervenir éventuellement dans toutes opérations rattachées aux hydrocarbures.

La Loi en vertu de laquelle elle est créée et maintenue prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère de l'industrie.

C. La Société tunisienne des industries de raffinage (STIR) fait des échanges de certains produits (fuel basse teneur en soufre contre fuel haute teneur en soufre, naphthe contre essences, etc.).

Des opérateurs privés exportent aussi leurs parts nettes de pétrole brut et la Société tunisienne de lubrifiants (SOTULUB) exporte de la graisse.

D. Les niveaux des importations résultent de la différence entre les besoins du marché local en produits pétroliers et les disponibilités locales (production de la STIR, de la SOTULUB et de la STEG).

L'ETAP centralise actuellement toutes les activités d'importation de produits pétroliers afin de satisfaire les besoins du marché local qui ne sont pas couverts par la production locale. Elle regroupe les besoins des sociétés de distribution pour conclure des contrats en faisant appel à la concurrence sur le marché international par voie d'appel d'offres conformément à la réglementation des marchés publics en vigueur.

Elle assure de la même manière les opérations d'exportation de la part de l'État/ETAP de pétrole brut après satisfaction des besoins de la STIR. Cette procédure permet d'assurer la continuité et la sécurité de l'approvisionnement, de gérer les ressources du pays, d'optimiser l'emploi de l'infrastructure notamment portuaire et de stockage existante et de stabiliser les prix (produits très fluctuants).

E.-F. Les prix à l'importation et à l'exportation dépendent du niveau des prix sur le marché international.

Les prix de cession aux opérateurs locaux sont fixés par l'État à l'exception du jet, bitumes et huiles de base qui sont cédés au prix de revient majoré de la marge de commercialisation de l'ETAP.

G. Les contrats d'importation sont généralement annuels et accessoirement en spot, excepté le gaz naturel. Les contrats d'exportation sont généralement des spots.

Le gaz naturel est acheté dans le cadre de contrats à moyen et long termes (trois à 23 ans).

H. Le marché tunisien des hydrocarbures est réglementé. L'importation, l'exportation, le raffinage, le stockage, la distribution et la fixation des prix sont soumis à la Loi n° 91-45 du 1<sup>er</sup> juillet 1991 relative aux hydrocarbures.

#### 4. Tableaux statistiques

##### a) Importations

###### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: IMPORTATIONS 2000

Produits	Quantité totale importée (KTM)	Quantité importée par ETAM (KTM)	Prix moyen à l'importation	Prix de vente	Production nationale
Pétrole brut	1 183	1 183	28,9	23,1	-
Bitumes	148	148	155,1	324,1	-
Huiles de base	39	39	361,1	519,2	-
Gaz naturel	464	464	116,2	90,8	1 949

Note: 1) Le prix moyen à l'importation est exprimé en (\$/TM) pour le bitume et les huiles de base, en (\$/TM) pour le gaz naturel et en (\$/baril) pour le pétrole brut.

2) Le prix de vente moyen sur la marché intérieur est exprimé en (DT/TM) pour le bitume et les huiles de base, en (DT/TEP) pour le gaz naturel et en (DT/baril) pour le pétrole brut.

###### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: IMPORTATIONS 2001

Produits	Quantité totale importée (KTM)	Quantité importée par ETAM	Prix moyen à l'importation	Prix de vente	Production nationale
Pétrole brut	1 120	1 120	24,8	23,6	-
Bitumes	152	152	129,6	282,5	-
Huiles de base	38	38	357,4	544,3	-
Gaz naturel*	468	468	125,8	90,8	2 370

Note: 1) Le prix moyen à l'importation est exprimé en (\$/TM) pour le bitume et les huiles de base, en (\$/TEP) pour le pétrole brut.

2) Le prix de vente moyen sur la marché intérieur est exprimé en (DT/TM) pour le bitume et les huiles de base, en (DT/TEP) pour le gaz naturel et en (DT/baril) pour le pétrole brut.

\* La quantité de gaz naturel est exprimée en TEP.

##### b) Exportations

###### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: EXPORTATIONS 2000

Produits	Quantité totale exportée (KTM)	Quantité exportée par ETAP (KTM)	Prix d'achat moyen	Prix de vente	Prix moyen à l'exportation*	Production nationale
Pétrole brut	1 743,2	1 743,2	-	-	28,5	3 662
Condensat	4,6	4,6	-	-	217,5	-

Note: Le prix moyen à l'exportation est exprimé en (\$/baril) pour le pétrole et les huiles et en (\$/TM) pour le condensat.

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: EXPORTATIONS 2001

Produits	Quantité totale exportée (KTM)	Quantité exportée par ETAP (KTM)	Prix d'achat moyen	Prix de vente	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Pétrole brut	1 539,4	1 539,4	-	-	24,4	3 756
Condensat	32,6	32,6	-	-	208,0	-

Note: Le prix moyen à l'exportation est exprimé en (\$/baril) pour le condensat.

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: 2000

Produits	Achats (k)	Vente
Pétrole brut	1 557	1 953
Condensat	-	21
Bitumes	-	147
Huiles de base	-	38
Gaz naturel	-	464

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: 2001

Produits	Achats	Vente
Pétrole brut	1 381	1 767
Bitumes	-	151
Huiles de base	-	38
Gaz naturel	-	468

## C. SOCIÉTÉ TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE RAFFINAGE

## 1. Entreprise commerciale d'État

A. Société tunisienne des industries de raffinage (STIR)

B. Produits visés

Fuel-oil 27100078991  
Essence 27100029916

Gasoil 27100068997

## 2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État

La STIR créée par la Loi n° 60-11 du 26 juillet 1960 est chargée de raffiner le pétrole brut pour satisfaire la demande du pays en produits pétroliers.

### **3. Description du fonctionnement de l'entreprise**

#### **A. La STIR exerce les activités ci-après:**

Le raffinage du pétrole brut et toutes opérations industrielles en vue de la production de carburants combustibles liquides, gaz liquide et lubrifiants destinés à satisfaire en priorité les besoins du marché intérieur tunisien.

La vente à partir de la Raffinerie de produits finis et sous-produits aux sociétés de distribution autorisées à s'approvisionner auprès de la STIR et dont la liste est fixée par arrêté.

Elle procède à un échange de produits pétroliers (Virgin naphta contre essences ou gasoil, fuel basse teneur en soufre contre fuel haute teneur en soufre) lorsque la situation des prix sur le marché international le permet.

#### **B. La STIR est avec l'ETAP vendeur exclusif de produits pétroliers sur le marché intérieur.**

Elle est une entreprise d'État constituée sous la forme d'établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par le Décret n° 77-467 du 11 mai 1977.

Elle est créée et maintenue en vue d'assurer la sécurité d'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

Le décret en vertu duquel elle est créée et maintenue prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère de l'industrie.

#### **C. Il n'y a pas actuellement de négociant privé en matière de produits pétroliers.**

#### **D. L'entreprise est tenue de satisfaire la demande locale en produits pétroliers à hauteur de sa production. Le complément pour couvrir les besoins du pays est importé par l'ETAP.**

Elle procède à l'échange de l'excédent de Virgin naphta contre d'autres produits (essence ou gasoil) ainsi que l'échange de fuel-oil basse teneur en soufre contre fuel-oil haute teneur en soufre lorsque les prix sur le marché international le permettent.

#### **E. La détermination du prix à l'exportation se fait par appel d'offres conformément à la réglementation des marchés publics en vigueur.**

#### **F. Les prix de cession du pétrole brut à la STIR et les prix de vente des produits pétroliers sont fixés par l'État en application de la Loi n° 91-45 du 1<sup>er</sup> juillet 1991 relative aux hydrocarbures.**

#### **G. La STIR ne négocie pas de contrats à long terme.**

#### **H. Le marché tunisien des hydrocarbures est réglementé. L'importation, l'exportation, le raffinage, le stockage, la distribution et la fixation des prix sont soumis à la Loi n° 91-45 du 1<sup>er</sup> juillet 1991 relative aux hydrocarbures.**

#### 4. Tableaux statistiques

##### a) Importations

	Importation totale TM		Importation STIR TM		Prix moyen Importation DT/TM		Prix vente importation DT/TM		Production nationale TM	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001
GPL	273 748	285 295	273 748	285 295	455,961	368,767	132,924	145,390	110 878	108 788
Gasoil	1 021 128	1 021 097	1 021 128	1 267 097	428,196	319,331	281,220	295,531	537 489	467 545
Essence	119 757	192 195	119 757	192 195	400,891	386,557	388,467	408,367	267 106	239 826
Pétrole lampant	47 067		47 067		365,086		151,360		167 691	202 633
Jet A1	274 969	281 623	274 969	281 623	419,929	360,753	434,904	375,369		
Fuel-oil	654 885	713 082	654 885	713 082	199,585	178,581	87,247	93,170	652 511	595 944
Total	2 391 554	2 739 292	2 391 554	2 739 292					1 735 675	1 614 736

##### b) Exportations

Désignation	Quantité totale exportée TM		Exportation STIR TM		Prix vente marché intérieur DT/TM		Prix vente exportation DT/TM		Production nationale TM	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001
Fuel-oil	510 090	511 959	510 090	511 959	87,247	93,170	203,462	198,672	652 511	595 944
Virgin naphte	91 849	81 947	91 849	81 947			326,210	339,210	80 374	80 284
Total	601 939	593 906	601 939	593 906					732 885	676 228

##### c) Activités sur le marché intérieur

Désignation	Achats locaux STIR TM		Production nationale TM		Ventes locales STIR TM		Consommation nationale TM	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001
GPL			110 878	108 788	384 362	391 784	384 362	391 784
Essence			267 106	239 826	395 875	421 875	395 875	421 052
Pétrole			167 691	202 633	215 717	199 265	215 717	199 265
Gasoil			537 489	467 547	1 641 155	1 730 758	1 641 155	1 730 758
Jet A1					272 844	259 661	272 844	259 661
White-spirit			6 670	7 479	6 666	7 475	6 666	7 475
Fuel-oil			652 511	595 944	782 571	780 167	782 571	780 167
Total			1 742 345	1 622 215	3 699 190	3 790 162	3 699 190	3 790 162

#### D. OFFICE NATIONAL DES HUILES (ONH)

##### 1. Entreprise commerciale d'État

##### A. Office national des huiles (ONH)

##### B. Produits visés: Huile de graines raffinée

Soja 1507100  
Huile d'olive 1509100

Colza 1514101



## **2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État**

Conformément au Décret-loi du 16 octobre 1970, l'Office national des huiles (ONH) veille à:

- la préservation des intérêts du pays en matière d'exportation d'huile d'olive;
- assurer l'approvisionnement du pays par des importations d'huiles de graines destinées à la consommation.

## **3. Description du fonctionnement de l'entreprise**

A. L'ONH est chargé par l'État d'importer des huiles de graines qu'il met à la consommation à des prix réduits moyennant une subvention accordée par le budget de l'État.

Il exporte l'huile d'olive fabriquée localement.

Il agit en tant qu'organisme d'intervention pour garantir un revenu minimum sous forme d'avance aux producteurs d'huile d'olive.

Il commercialise à l'exportation et sur le marché intérieur les quantités d'huile d'olive collectées à l'intervention.

B. Depuis la promulgation de la Loi du 24 février 1994, l'ONH ne dispose plus du monopole de commercialisation des huiles alimentaires qui lui a été confié par le Décret-loi du 16 octobre 1970 à l'exception de l'exportation d'un contingent tarifaire de 46 000 tonnes d'huile d'olive sur le marché de l'Union européenne dont l'exclusivité lui a été accordée par le Décret n° 94-1166 du 23 mai 1994.

L'ONH est une entreprise publique constituée sous la forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par le Décret-loi n° 70-13 du 16 octobre 1970.

Il est créé et est maintenu en vue d'exécuter la politique de l'État en matière d'approvisionnement du pays en huile de graines (produit de première nécessité bénéficiant d'une subvention à la consommation) et en matière de garantie d'un revenu minimum aux producteurs d'huile d'olive, secteur d'une grande importance sociale et économique en Tunisie.

Le Décret-loi en vertu duquel l'ONH est créé et maintenu prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère de l'agriculture.

C. En application du Décret-loi n° 94-37 du 24 février 1994, les privés sont habilités à effectuer des opérations de commercialisation des huiles alimentaires.

La commercialisation de l'huile d'olive est libre aussi bien à l'exportation que sur le marché intérieur à l'exception du contingent tarifaire à l'exportation vers l'Union européenne confié à l'ONH.

L'importation des huiles alimentaires est également libre.

D. Pour les huiles de graines, il n'y a pas de détermination a priori du volume des importations. Conformément à sa mission de garantir un approvisionnement régulier, l'ONH recourt à des importations qui lui permettent d'atteindre cet objectif.

Les achats sont effectués sur appels d'offres internationaux. Les procédures de l'appel d'offres et de passation des marchés se font conformément aux règles de la concurrence fixées par la réglementation des marchés publics en vigueur.

E. Les prix à l'exportation de l'huile d'olive sont fixés en fonction du marché international.

F. Le prix de l'huile d'olive est fixé pour chaque campagne oléicole par l'État en fonction des coûts de production et des dispositions du marché. Un prix d'intervention (prix minimum) est garanti pour les producteurs d'huile. Ce prix est versé par l'ONH sous forme d'avance aux producteurs.

L'huile de graine raffinée est vendue aux consommateurs à des prix réduits s'agissant de produits bénéficiant d'une subvention à la consommation.

Ces prix sont fixés par l'État en application de la Loi n° 91-64 du 29 juillet 1991 relative à la concurrence et aux prix.

G. Les contrats négociés sont des contrats commerciaux de court terme.

H. Le marché de huile est un marché réglementé au niveau des prix à la production et à la distribution. L'exercice de l'activité d'importation et d'exportation est libre.

#### 4. Tableaux statistiques

##### a) Importations

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Quantité totale importée (en tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État (en D/TM)	Prix moyen à l'importation (en D/TM)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix <sup>3</sup>	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Huiles de graines de colza 1507100 1514101						
1999-2000	164 834	527	528			
2000-2001	168 598	481	540			

##### b) Exportations

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Quantité totale exportée (en tonnes)	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État (en D/TM)	Prix d'achat moyen	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur (en D/TM)	Prix moyen à l'exportation (en tonnes)	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Huiles d'olive soja/colza 1509100						
1999-2000	46 253	2 185		2 030	225 000	
2000-2001	40 254	2 007		2 091	115 000	

## c) Activités sur le marché intérieur

Désignation du (des) produit(s) (et numéro(s) du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (en tonnes)	Production nationale	Vente de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (en tonnes)	Consommation nationale
1	2	3	4	5
Huile d'olive 1509100				
1999-2000	99 648			
2000-2001*	2 160			
Huile d'olive soja/colza 1507100 1514101				
1999-2000	117 100		156 520	
2000-2001	61 480		159 757	

## E. RÉGIE NATIONALE DES ALCOOLS

**1. Entreprise commerciale d'État**

## A. La Régie nationale des alcools (RNA)

## B. Produits visés

Alcool bon goût surfin	22072000191
Alcool bon goût absolu	22072000191
Alcool mauvais goût	22072000113
Alcool flegme	
Essorées de lies	23070090003

**2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État**

En application du Décret du 20 novembre 1927, la Régie nationale des alcools est un établissement public chargé de l'exploitation du secteur des alcools en Tunisie.

**3. Description du fonctionnement de l'entreprise**

A. L'activité de la Régie des alcools consiste dans l'importation, l'achat de la production locale et la vente des alcools pour tous les usages.

B. La Régie des alcools est chargée en vertu de l'article 44 de la Loi des finances n° 74-101 du 31 décembre 1974 de l'exploitation au profit de l'État du monopole des alcools (alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 pour cent vol. ou plus) prévu par le Décret du 20 novembre 1927 et les textes qui l'ont modifié.

Le monopole comprend l'achat de la production locale, l'importation et la rétrocession pour tous usages (articles 1<sup>er</sup> à 3 du décret).

Toutefois, l'article 4 du décret précité tel que modifié par la Loi n° 59-113 du 28 septembre 1959 prévoit que des dérogations générales ou particulières aux prohibitions édictées à l'article 3 peuvent être accordées par les Ministres des finances et du commerce par voie d'arrêté ou d'autorisation individuelle selon les cas.

La Régie des alcools bénéficie d'un avantage fiscal se traduisant par le paiement d'un droit de douane minimum à l'importation de 20 pour cent.

La RNA est une entreprise publique constituée sous la forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par la Loi n° 74-101 du 31 décembre 1974 et le Décret n° 88-68 du 18 janvier 1988.

Elle est créée et maintenue en vue de l'exploitation d'un produit monopolisé stratégique pouvant entraîner des répercussions sur la santé publique, la sécurité, la fiscalité, etc.

Le maintien de l'entreprise d'État permet à l'Administration de contrôler les circuits de distribution, d'ajuster les prix et les taxes selon les usages auxquels le produit est destiné, d'éradiquer la fraude et les détournements d'usage par une application stricte des différents procédés de dénaturation.

Les textes en vertu desquels elle est créée et maintenue prévoient un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère des finances.

C. Des négociants privés peuvent importer de l'alcool dans le cadre des dérogations générales ou particulières prévues à l'article 94 du Décret du 20 novembre 1927 modifié par la Loi n° 59-113 du 28 septembre 1959.

D. La quantité importée est déterminée en fonction de la production locale et des besoins du marché.

E. Néant.

F. Les prix de vente pratiqués par la Régie nationale des alcools pour tous usages sont fixés par l'État.

G. La régie ne négocie pas de contrats à long terme.

#### 4. Tableaux statistiques

##### a) Importations

Année	Désignation des produits	NSH	Quantité importée par la RNA (en HI)	Importation totale (en DT)	Prix moyen à l'importation (en DT)	Prix à l'importation frais d'approche compris (en DT)	Prix représentatif sur le marché intérieur (en DT)	Majoration des prix (en DT)	Production nationale (en HI)
2000	- Alcool bon goût surfin	22072000191	-	-	-	-	133 000	-	2 252
	- Alcool bon goût absolu	-	2 625	-	84 741	104 726	145 000	40 274	-
	- Alcool mauvais goût	22072000113	11 383	-	39 745	49 204	69 000	19 796	380
	- Alcool flegme (1)		12 296	-	52 651	54 017	-	-	-
			26 304	-	-	-	-	-	2 612

Année	Désignation des produits	NSH	Quantité importée par la RNA (en HI)	Importation totale (en DT)	Prix moyen à l'importation (en DT)	Prix à l'importation frais d'approche compris (en DT)	Prix représentatif sur le marché intérieur (en DT)	Majoration des prix (en DT)	Production nationale (en HI)
2001	- Alcool bon goût surfin	22072000191	9 603	-	74 026	91 560	133 000	40 440	2 126
	- Alcool bon goût absolu	-	5 325	-	91 391	112 760	145 000	32 240	-
	- Alcool mauvais goût	22072000113	12 238	-	67 274	68 847	69 000	0,153	382
	- Alcool flegme (1)		36 825	-	58 425	59 805	-	-	-
			63 991	-	-	-	-	-	2 508

## b) Exportations

Année	Désignation des produits	NSH	Quantité exportée par la RNA (en tonnes)	Exportation totale (en tonnes)	Prix d'achat moyen (en DT)	Prix représentatif sur la marché intérieur (en DT)	Prix moyen à l'exportation (en DT/tonnes)	Production nationale (en tonnes)
2000	Essorées de lies	23 070 090 003	64	-	-	-	1 035	64
2001	Essorées de lies	23 070 090 003	72	-	-	-	1 256	72

## c) Activités sur le marché intérieur

Année	Désignation des produits	NSH	Achats de la RNA sur la marché intérieur (en HI)	Production nationale (en HI)	Vente de la RNA (en HI)	Consommation nationale (en HI)
2000	- Alcool bon goût surfin	22072000191	-	2 252	25 221	25 221
	- Alcool bon goût absolu	-	-	-	3 551	3 551
	- Alcool mauvais goût	22072000113	-	380	9 526	9 526
				2 632	38 298	38 298
2001	- Alcool bon goût surfin	22072000191	-	2 126	25 699	25 699
	- Alcool bon goût absolu	-	-	-	3 886	3 886
	- Alcool mauvais goût	22072000113	-	382	10 034	10 034
				2 508	39 619	39 619

## F. INSTITUT PASTEUR DE TUNIS

## 1. Entreprise commerciale d'État

## A. Institut Pasteur de Tunis (IPT)

## 2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État

Établissement public de recherche médicale, de production et de contrôle de sérums et vaccins

Le monopole exercé par l'Institut Pasteur lui est confié par la Loi n° 58-35 du 15 mars 1958.

Cet établissement assure l'approvisionnement régulier du pays en vaccins, sérums et allergènes.

### **3. Description du fonctionnement de l'entreprise**

A. L'IPT exerce le monopole d'importation de sérums, allergènes et vaccins à usage humain et vaccins à usage vétérinaire dont 80 pour cent de la consommation est réservée au secteur public (Ministère de la santé publique, Ministère de l'agriculture, Ministère de la défense nationale, Ministère de l'intérieur) chargé de l'application des programmes nationaux de vaccination.

La consommation de vaccins dans le secteur privé reste marginale (30 pour cent) par rapport à la consommation des structures étatiques (70 pour cent).

L'IPT exerce aussi une mission de contrôle de la commercialisation, de l'utilisation et de l'introduction des vaccins dans le pays afin d'éviter l'hétérogénéité des vaccins mis sur le marché pouvant perturber l'équilibre sanitaire du pays. Cette notion est particulièrement appliquée pour les vaccins à usage vétérinaire.

La vocation initiale de l'IPT est basée sur les aspects de recherche et de production de vaccins.

B. Le monopole d'importation des vaccins, sérums et allergènes est confié à l'IPT en raison de ses spécificités techniques, par la Loi n° 87-20 du 18 mai 1987 complétant la Loi n° 58-35 du 15 mars 1958 portant statut de l'Institut Pasteur de Tunis.

Ce monopole accorde à l'IPT s'inscrit dans le cadre d'une cohérence globale de la politique préventive du pays.

L'IPT est un établissement public de recherche médicale, de production et de contrôle de sérums et vaccins. L'activité commerciale est restreinte à l'exercice du monopole d'importation des sérums et vaccins.

Ses activités et son fonctionnement sont fixés par l'organigramme adopté en 1995 par son conseil d'administration.

La loi en vertu de laquelle il est créé et est maintenu prévoit un contrôle étatique qui s'exerce notamment à travers la tutelle du Ministère de la santé publique.

C. L'activité d'importation des produits biologiques n'est assurée par aucune autre structure publique ou privée.

D. Le volume des importations est déterminé comme suit:

Pour le secteur public: l'IPT se base sur les besoins exprimés par les structures publiques chargées de l'application des programmes nationaux de vaccination (Ministère de la santé publique, Ministère de l'agriculture, Ministère de la défense nationale).

Pour le secteur privé: l'IPT se base sur les statistiques des chiffres de ventes antérieures aux distributeurs privés (pharmaciens) qui sont représentatifs de la consommation à l'échelle nationale de vaccins dans le secteur privé.

Les spécificités techniques des articles importés sont définies par des commissions techniques spécialisées dont le rôle est d'identifier et de déterminer les besoins qualitatifs et quantitatifs à l'échelle nationale.

E. En cas d'exportations, les prix sont fixés par les partenaires concernés.

F. Les prix des produits importés sont calculés sur la base 100, prix à l'importation reconvertis en dinar tunisien multiplié par un coefficient de 1,56 (couvrant les droits et taxes et la marge de l'IPT) pour les sérums, vaccins et allergènes.

Les prix de vente au secteur public (hôpitaux) et aux pharmaciens grossistes répartiteurs, aux pharmaciens et au consommateur final sont déterminés en fonction des marges légales spécifiques pour chaque catégorie de destinataire du produit.

Les recettes des ventes couvrent les achats à l'étranger de ces mêmes produits. La marge dégagée est intégrée dans le budget de fonctionnement de l'IPT pour la réalisation de ses autres missions fixées par la Loi n° 58-35 du 15 mars 1958 à savoir l'activité de santé publique, l'activité de recherche et la formation.

G. Les modalités d'approvisionnement sont basées sur une procédure de consultations internationales lancées auprès des producteurs de vaccins essentiellement européens et nord-américains.

Les contrats de marché établis dans le cadre de ces consultations internationales sont fixés pour une période de court terme et sont soumis aux dispositions de la réglementation tunisienne régissant les marchés publics.

#### **4. Tableaux statistiques**

##### **a) Importations**

Désignation	2000	2001
Sérums, vaccins, tuberculines et dérivés sanguins à usage humain	6 897 milliers de DT	8 639 milliers de D
Vaccins et tuberculines à usage vétérinaire	3 330 milliers de DT	4 530 milliers de DT
Allergènes	742 milliers de DT	953 milliers de DT

b) Exportations: Néant.

c) Activités sur le marché intérieur

#### **VOLUME DES ACHATS DE PRODUCTION LOCALE RÉALISÉS PAR L'INSTITUT PASTEUR DE TUNIS DURANT 2000 ET 2001 (en milliers de dinars tunisiens)**

Désignation	2000	2001
Sérums, vaccins, tuberculines et dérivés sanguins à usage humain	809 milliers de DT	0 millier de D

PRODUCTION DE L'INSTITUT PASTEUR DE TUNIS  
EFFECTIF DES VENTES DURANT  
2000 ET 2001  
(en milliers de dinars tunisiens)

Désignation	2000	2001
Sérums et vaccins à usage humain	103 milliers de DT	39 milliers de D
Vaccins à usage vétérinaire	34 milliers de DT	0 millier de DT

G. PHARMACIE CENTRALE DE TUNISIE

**1. Entreprise commerciale d'État**

A. Pharmacie centrale de Tunisie (PCT)

**2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État**

La PCT, qui a été créée et organisée par le Décret-loi du 16 janvier 1961, tel que modifié par la Loi du 26 novembre 1990 et le Décret du 20 avril 1991 est chargée d'assurer:

- un approvisionnement régulier du marché tunisien en médicaments et produits pharmaceutiques;
- une couverture de la consommation usuelle de la production de ces produits, à travers le regroupement des achats, une meilleure concurrence et des prix compétitifs.

**3. Description du fonctionnement de l'entreprise**

A. La PCT s'occupe principalement des importations de médicaments et de produits pharmaceutiques du chapitre 30.

Elle s'adonne à des opérations ponctuelles d'importation pour l'exportation (cession à quai) pour le compte des sociétés de commerce international.

B. Le monopole d'État d'importation de médicaments à été confié à la PCT par la Loi n° 90-105 du 26 novembre 1990.

La Pharmacie centrale de Tunisie facilite également la distribution des médicaments et produits pharmaceutiques au niveau des grossistes répartiteurs et au niveau des pharmaciens d'officines et leur fait parvenir le médicament à leurs points de vente au même prix.

Elle a l'exclusivité de l'approvisionnement du secteur hospitalier.

La PCT est une entreprise d'État constituée sous la forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par la Loi n° 90-105 du 26 novembre 1990 et le Décret n° 91-555 du 20 avril 1991.



Elle est créée et maintenue en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché tunisien, d'éviter des ruptures de stock de médicaments et de constituer un stock stratégique couvrant une consommation usuelle moyenne de trois mois, d'offrir aux consommateurs tunisiens les mêmes prix sur tout le territoire.

La Loi en vertu de laquelle elle est créée et maintenue prévoit un contrôle étatique qui s'exerce notamment à travers la tutelle du Ministère de la santé publique.

C. Les privés n'effectuent pas d'importations de médicaments et de produits pharmaceutiques relevant du monopole de la PCT.

D. Les modalités d'approvisionnement de la PCT sont:

- les appels d'offres internationaux;
- le gré à gré pour les spécialités pharmaceutiques officinales;
- les conventions bi ou triennales.

Le volume des importations est déterminé en fonction de la consommation nationale usuelle pour faire face à la consommation, à la constitution de stock stratégique de 3 mois et à la reconstitution des stocks en cas de surconsommation, de retard à la livraison, etc.

E. Les prix à l'exportation sont fixés par les accords entre les partenaires concernés.

F. Le prix des médicaments est fixé par l'État. Le relèvement des prix est arrêté par décision des ministères concernés.

Les marges au niveau de chaque stock de distribution sont également fixées par décision des ministres concernés. De cette manière, les prix publics internes sont des prix homogènes et identiques à travers tout le pays.

Pour le secteur hospitalier, les médicaments sont cédés au prix de revient majoré de la marge PCT.

G. La PCT est appelée à négocier des contrats à long terme pour le même prix pendant une période déterminée ou pour ce même prix majoré d'un pourcentage d'augmentation négocié et convenu dans le cadre des marchés de gré à gré ou des appels d'offres lorsque le prix paraît intéressant et pourrait être maintenu au-delà de l'année. Cette procédure vise à stabiliser le prix et les marchés en matière d'approvisionnement en ce qui concerne notamment les médicaments destinés aux maladies chroniques.

H. Le marché tunisien des médicaments et produits pharmaceutiques est un marché réglementé compte tenu des aspects sociaux liés au secteur et du niveau modeste atteint par la production locale.

#### 4. Tableaux statistiques

##### a)-b) Importations/exportations

Valeur: MDT

Libellé	Importations		Exportations	
	2000	2001	2000	2001
Produits modèles officines <sup>a</sup>	138,6	150		
Produits modèles hôpitaux	58,3	62,8		
Total	196,9	212,8	1,3	1,9

<sup>a</sup> Produits modèles officines y compris les exportations.

##### c) Activités sur le marché intérieur: Non disponibles.

#### H. OFFICE DES CÉRÉALES

##### 1. Entreprise commerciale d'État

###### A. Office des céréales

###### B. Produits visés

Blé dur	1001000093
Blé tendre	10019099016
Orge	10030090008

##### 2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État

En vertu du Décret-loi du 3 avril 1962, l'Office des céréales vise à assurer la sécurité en matière d'approvisionnement du pays en céréales.

##### 3. Description du fonctionnement de l'entreprise

L'Office des céréales exerce le monopole d'importation du blé dur, du blé tendre et de forge. Il exécute aussi la politique de l'État en matière de développement de la production céréalière. Dans ce cadre, il achète, sur le marché local, le blé dur et le blé tendre à des prix fixés par le gouvernement. Il agit en tant qu'organisme d'intervention pour l'orge. Ses ventes, aussi bien des produits locaux que des produits importés se font à des prix réduits fixés par le gouvernement pour assurer des prix réduits aux consommateurs.

B. Le monopole d'importation des céréales a été confié à l'Office des céréales par le Décret-loi du 3 avril 1962.

Il a l'exclusivité de l'achat sur le marché local du blé dur et du blé tendre aux prix d'intervention fixés par le gouvernement.

L'Office des céréales est une entreprise d'État constituée sous la forme d'établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par le Décret-loi du 3 avril 1962.

Il est créé et maintenu en vue d'assurer un approvisionnement régulier du pays dans les meilleures conditions de coût, d'assurer un stock de sécurité et d'exécuter la politique de l'État en matière de garantie d'un revenu minimum aux producteurs des céréales.

Le Décret-loi en vertu duquel il est créé et est maintenu prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère de l'agriculture.

C. Les commerçants privés peuvent importer les céréales pour le compte de l'Office des céréales.

D. Il n'y a pas de détermination du volume des importations. Conformément à sa mission de garantir un approvisionnement régulier et au meilleur coût, l'Office des céréales fait recours à des importations qui lui permettent d'atteindre cet objectif.

E. Néant.

F. Les prix à l'importation sont le résultat des négociations commerciales entre les opérateurs. Les prix de revente des produits importés sont les mêmes que ceux des produits locaux. Ces prix sont fixés compte tenu des prix réduits des produits finis au niveau du consommateur moyennant une subvention à la consommation accordée par le budget de l'État.

G. Les contrats négociés sont des contrats commerciaux de court terme.

H. Le marché tunisien des céréales est un marché réglementé notamment au niveau des prix à la consommation qui bénéficient du soutien du budget de l'État compte tenu des aspects sociaux liés à la production et à la consommation des céréales.

#### 4. Tableaux statistiques

##### a) Importations

##### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: 2000

Désignation des produits	Quantité totale importée (en tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation (en dinars/tonnes)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur (en dinars/tonnes)	Majoration des prix	Production nationales (en tonnes)
Blé dur	429 000	429 000	191,8	195,1	-	706 000
Blé tendre	854 000	854 000	160,4	185,7	-	136 000
Orge	423 000	423 000	163,2	200,5	-	245 000

##### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: 2001

Désignation des produits	Quantité totale importée (en tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation (en dinars/tonnes)	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur (en dinars/tonnes)	Majoration des prix	Production nationales (en tonnes)
Blé dur	430 000	430 000	236,2	200	-	930 000
Blé tendre	900 000	900 000	178,2	180	-	180 000
Orge	540 000	540 000	164,6	199,5	-	230 000

- b) Exportations: Néant.
- c) Activités sur le marché intérieur

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: 2000

Désignation des produits	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (en tonnes)	Production nationale (en tonnes)	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur la marché intérieur (en tonnes)	Consommation nationale (en tonnes)
Blé dur	2 145 000	706 000	653 000	9 194 000
Blé tendre	26 400	136 000	871 000	973 000
Orge	13 100	245 000	375 000	392 000

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: 2001

Désignation des produits	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (en tonnes)	Production nationale (en tonnes)	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur la marché intérieur (en tonnes)	Consommation nationale (en tonnes)
Blé dur	234 800	935 000	640 700	932 600
Blé tendre	22 800	183 000	907 000	976 200
Orge	4 500	236 000	540 300	545 400

## I. RÉGIE NATIONALE DES TABACS ET ALLUMETTES

## 1. Entreprise commerciale d'État

## A. Régie nationale des tabacs et allumettes (RNTA)

## B. Produits visés

Cigarettes	240220
Cigares	240210
Tabac pour pipe et tombac	240399
Poudre à feu	360100
Cartes à jouer	950440
Allumettes	360500
Neffa	240399
Tabacs en feuilles	240110

## 2. Raisons du maintien d'une entreprise commerciale d'État

La Régie nationale des tabacs et allumettes joint du monopole de commercialisation des tabacs en vertu de la Loi n° 64-57 du 28 décembre 1964.

### 3. Description du fonctionnement de l'entreprise

A. La RNTA procède à la culture du tabac, à l'importation du tabac en feuilles, de cigarettes, de cigares et de tabacs à pipe, à la production de cigarettes, de cigares, de tabac à priser et de tabac à pipe, à l'achat et la vente d'allumettes, de cartes à jouer et de la poudre à feu ainsi qu'à l'exportation de tabac en feuilles (tabac à priser et tabac à fumer), de cigarettes et de naffa.

Elle procède à la distribution sur le marché intérieur des produits dont elle à la charge.

B. LA RNTA est chargée en vertu de la Loi n° 6457 du 28 décembre 1964 d'exploiter au profit de l'État le monopole fiscal des tabacs, des allumettes, des cartes à jouer et de tout autre produit dont l'exploitation pourrait lui être confiée par l'État.

Depuis 1981, la RNTA exerce cette activité concomitamment avec la Manufacture des tabacs de Kairouan (MTK).

La RNTA est une entreprise d'État constituée sous la forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par la Loi n° 64-57 du 28 décembre 1964.

Elle est créée et maintenue en vue de la collecte de l'impôt, la résorption du chômage (source de revenu pour 14 000 tabaculteurs surtout dans les zones déshéritées de la Tunisie) et la garantie des transactions de la poudre à feu.

La loi en vertu de laquelle elle est créée et maintenue prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère des finances.

C. Depuis 1981, la RNTA exerce avec la MTK le monopole d'État de l'importation des cigarettes, des cigares et de tabac, ainsi que la distribution des produits fabriqués localement par des opérateurs privés (allumettes, cigarettes locales, cartes à jouer).

Elle a le monopole de distribution de la poudre à feu, de la production et de la distribution du tabac à priser.

D. Les importations de la RNTA sont effectuées par appels d'offres. Les procédures de l'appel d'offres et de passation des marchés se font conformément aux règles de la concurrence fixées par la réglementation des marchés publics en vigueur.

E. Les quantités importées sont déterminées en fonction du niveau de la demande sur le marché local et du niveau des prix sur le marché international.

F. Les prix à l'exportation sont fixés par contrat entre les partenaires concernés.

F. Les prix de vente des produits commercialisés par la RNTA sont fixés par l'État, le prix de vente public est composé du prix de vente RNTA, des taxes intérieures, d'une majoration spécifique constituant une recette fiscale et de la marge de distribution des débiteurs de tabac. La majoration spécifique et les autres taxes sont versées à l'État.

G. La RNTA ne négocie pas de contrat à long terme.

#### 4. Tableaux statistiques

##### a) Importations

##### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: IMPORTATIONS 2000

Désignation des produits (numéro du SH)	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen à l'importation	Prix de vente (HT) représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Cigarettes 20 mars façonnées (paquet) NSH: 240220	31 610 000	31 610 000	0,244 dinar/paquet	0,301 dinar/paquet	-	182 000 000
Cigares (l'unité) SH: 240220	398 000	171 000	0,115 dinar/cigare	0,122 dinar/cigare	-	369 680
Cigarettes filtrées (paquet) NSH: 240220	14 394 000	9 291 000	0,918 dinar/paquet	0,589 dinar/sachet	-	-
Tabac pour pipe et tombac (sachet 50 g) NSH: 360100	914 590	534 590	0,200 dinar/sachet	0,369 dinar/sachet	-	15 032
Poudre à feu (tonne) NSH: 360100	10	10	22 680 dinars/tonne	19 515	-	-
Cartes à jour (jeux) NSH: 950440	-	-	-	-	-	7 902 000
Allumettes (boîtes) NSH: 360500	-	7 730 000	0,020 dinar/boîte	0,035 dinar/boîte	-	119 040 000

##### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: IMPORTATIONS 2001

Désignation des produits (numéro du SH)	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen à l'importation	Prix de vente (HT) représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Cigarettes 20 mars façonnées (paquet) NSH: 240220	60 000 000	60 000 000	0,257 dinar/paquet	0,305 dinar/paquet		190 400 000
Cigares (l'unité) SH: 240220	333 000	162 000	0,128 dinar/paquet	0,145 dinar/cigare		384 372
Cigarettes filtrées (paquet) NSH: 240220	19 901 110	12 032 110	0,946 dinar/paquet	0,606 dinar/paquet		-
Tabac pour pipe et tombac (sachet 50 g) NSH: 240399	921 000	673 000	0,253 dinar/tonne	0,313 dinar/sachet 50 g		10 840
Poudre à feu (tonne) NSH: 360100	5	5	11 336 dinars/tonne	20 874 dinars/tonne		-
Cartes à jour (jeux) NSH: 950440	-	-	-	-	-	8 695 020
Allumettes (boîtes) NSH: 360500	-	26 762 000	0,021 dinar/boîte	0,035 dinar/boîte	-	129 658 000

## b) Exportations

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: EXPORTATIONS 2000

Désignation des produits (numéro du SH)	Quantité totale exportée	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix de vente (HT) représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Neffa (sachet) NSH: 240399	1 080 000	1 080 000	0,043 dinar/sachet	0,024 dinar/sachet	0,248 dinar/sachet	43 346 400
Tabac en feuilles (tonne) SH: 240110	129	129	1 219 dinar/tonne	-	2 447 dinars/tonne	3 430

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: EXPORTATIONS 2001

Désignation des produits (numéro du SH)	Quantité totale exportée	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix de vente (HT) représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Neffa (sachet) NSH: 240399	840 000	840 000	0,046 dinar/sachet	0,027 dinar/sachet	0,250 dinar/sachet	37 027 200
Tabac en feuilles (tonne) SH: 240110	406	406	1 369 dinars/tonne	-	2 395 dinars/tonne	3 535

## c) Activités sur le marché intérieur

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE  
MARCHÉ INTÉRIEUR: 2000

Désignation des produits (numéro(s) du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur la marché intérieur	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen à l'importation	Prix de vente (HT) représentatif moyen sur le marché intérieur
1	2	3	4	5
Cigarettes 20 mars façonnées (paquet) NSH: 240220	110 000 000	182 000 000	216 500 000	216 500 000
Christal (paquet) SH: 240220	-	322 500 000	172 600 000	311 000 000
Boussetta filtré (paquet) NSH: 240220	-	21 900 000	21 800 000	21 800 000
Neffa (sachet) NSH: 240399	-	43 346 400	40 000 000	40 000 000
Cigares (l'unité) NSH: 240220	-	369 680	442 600	660 400

1	2	3	4	5
Cigarettes filtrées (paquet) NSH: 240220	-	-	10 300 000	16 500 000
Tabac pour pipe et tombac (8,50 g) NSH: 240399	-	15 032	264 637	511 000
Poudre à feu (tonne) NSH: 360100	-	-	10,6	10,6
Cartes à jouer (jeux) NSH: 950440	5 100 000	7 902 000	4 700 000	6 973 000
Allumettes (boîtes) NSH: 360500	56 000 000	119 040 000	77 900 000	143 500 000

## RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR: 2001

Désignation des produits (numéro(s) du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur la marché intérieur	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen à l'importation	Prix de vente (HT) représentatif moyen sur le marché intérieur
1	2	3	4	5
Cigarettes 20 mars façonnées (paquet) NSH: 240220	121 000 000	190 400 000	252 400 000	252 400 000
Christal (paquet) SH: 240220	-	312 600 000	169 000 000	304 600 000
Boussetta filtré (paquet) NSH: 240220	-	19 200 000	17 800 000	17 800 000
Neffa (sachet) NSH: 240399	-	37 027 200	38 500 000	38 500 000
Cigares (l'unité) NSH: 240220	-	348 372	477 365	627 800
Cigarettes filtrées (paquet) NSH: 240220	-	-	12 400 000	19 600 000
Tabac pour pipe et tombac (8,50 g) NSH: 240399	-	10 840	864 325	1 545 000
Poudre à feu (tonne) NSH: 360100	-	-	13	13
Cartes à jouer (jeux) NSH: 950440	6 275 020	8 695 020	4 800 000	7 191 000
Allumettes (boîtes) NSH: 360500	59 200 000	129 658 000	77 366 403	138 551 403